

Synopsis du point de presse de M. Jean-François Bureau, porte-parole du ministère de la Défense.

Paris, le jeudi 16 février 2006 (extraits) – Intervention de M. Marcel Jurien de La Gravière

M. Jean-François Bureau, porte-parole du ministère de la Défense

Je vous propose que nous fassions un point avec le Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense, M. Marcel Jurien de la Gravière. M. Jurien de la Gravière rentre d'une mission en Polynésie, effectuée à la demande du ministre de la Défense. Un communiqué a déjà été rédigé pour dresser un bilan, mais il nous a paru intéressant que vous puissiez l'entendre et lui poser vos questions.

Marcel Jurien de La Gravière, Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND)

Merci. Bonjour à tous. Quelques mots d'introduction pour expliquer ce qu'est le DSND dans le paysage français. Je rappelle que c'est l'autorité de sûreté nucléaire pour l'ensemble des activités et installations intéressant la défense et donc, l'homologue de l'autorité civile, le DGSNR. L'activité du DSND concerne donc tout ce qui touche aux sites qui sont classés 'secret', que ces sites soient sous responsabilité du ministre de l'Industrie ou du ministre de la Défense.

En complément de cette fonction, j'ai deux missions :

- La première est issue de la visite du Président de la République, M. Jacques Chirac, en Polynésie en juillet 2003. Elle consiste à animer, avec mon homologue de la sûreté nucléaire civile, le Comité de liaison et de suivi sanitaire des essais nucléaires. Ce comité a été créé en 2004 et il travaille.
- La seconde, plus récente puisqu'elle m'a été confiée par le ministre de la Défense en novembre 2005, qui souhaite, je la cite : « *dépassionner le débat par une communication volontariste, transparente et cohérente, et à destination des populations et des élus et donc des responsables politiques de la Polynésie française* ».

Pourquoi cette dernière mission ?

Il y a eu en octobre dernier, une session régionale de l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale) dans le Pacifique sud. Il n'y en avait pas eu depuis 1992. Au cours de cette session, le 18 octobre une journée pour les élus Polynésiens a été organisée et de nombreux exposés ont été présentés. Le directeur de l'IHEDN, l'amiral François Dupont, m'avait demandé de venir en Polynésie pour parler du comité de suivi sanitaire, des travaux en cours, des indications déjà connues, etc.

Dans les rapports de l'AIEA ou de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, 5 retombées principales d'essais atmosphériques ont fait l'objet de commentaires particuliers. Les élus ont été très clairs et m'ont dit : « *On ne nous a pas dit tout. Il faut tout nous dire. Nous avons besoin d'écrire l'histoire des essais nucléaires en Polynésie* ». J'en ai rendu compte au ministre qui m'a donc confié cette mission. De son côté, en juillet 2005, le président du territoire, M. Oscar Temaru, a créé le conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires; et, à la même date, l'Assemblée territoriale a créé une commission d'enquête.

Cette commission d'enquête a été mise en place pour six mois. Son terme échu était donc le 28 janvier 2006 ; la commission a terminé son rapport fin janvier. Il a été l'objet d'une communication extrêmement forte en Polynésie avec de nombreux titres dans la presse écrite et des images tout à fait « *interpellantes* ».

Le Haut Commissaire en Polynésie française, madame Anne Bocquet, m'a demandé d'être présent en Polynésie la semaine du 6 au 10 février, puisque le 9 février l'Assemblée territoriale

prenait officiellement connaissance de ce rapport et devait le voter. Cette demande du Haut Commissaire a été validée par le ministre de la Défense et le ministre de l'Outre Mer.

Dans la semaine du 6 au 10 février, j'ai donc rencontré les différents responsables politiques du pays : le président Temaru, le président de l'Assemblée territoriale, le ministre de la Santé du territoire, les membres de la commission d'enquête et les trois personnes qui ont piloté cette commission, les comités économiques et sociaux, (*l'antenne métropolitaine et celui du territoire*), les responsables des églises, l'archevêque de Papeete et le président de l'église protestante maohi.

La densité et la diversité de ce programme visaient à faire passer un message d'ouverture et de main tendue. Nous devons en effet apporter des éléments de réponse ,sur les faits et sur les conséquences des faits.

Par exemple, le débat à l'Assemblée de Polynésie a duré quatre heures le jeudi 9 février ; ce débat était intégralement télévisé par TNTV (télévision du territoire) et a donc fait l'objet d'une forte couverture médiatique. Il y a été clairement précisé la présence de la mission et les discussions en cours ; on a aussi clairement noté l'ouverture faite par les intervenants qui n'étaient pas tous forcément favorables à cette commission d'enquête.

Le vendredi 10 février, j'ai rencontré le président du conseil d'orientation qui travaille auprès de monsieur Temaru ; il va s'approprier le rapport de la commission d'enquête et ses recommandations, et c'est avec lui que nous établirons une relation, aidés en cela par la désignation d'un intercesseur, le « Arai Vavo » en polynésien. C'est un Polynésien qui a été reconnu par tous les partis comme pouvant être une aide pour nous tous, pour le dialogue et en étant une présence permanente. C'est une étape importante ; maintenant, nous avons donc un engagement.

Je retourne en Polynésie le 19 avril pour dix jours avec des dossiers qui détailleront les 41 essais nucléaires aériens : sous quelle météorologie ; qu'est-ce qui s'est passé au niveau des retombées pour chacun de ces essais. C'est vraiment un dossier factuel que nous présenterons.

Un deuxième dossier qui ne sera probablement pas totalement terminé lors de mon prochain déplacement en Polynésie, sera celui du re-calcul de toutes les retombées en matière de doses et répartition de ces doses par zone géographique dans la Polynésie.

Dans la deuxième partie de l'année 2006 les résultats obtenus seront confiés à des experts pour en qu'ils évaluent les conséquences sanitaires qui en découlent. En effet, si mes équipes ont une expertise en matière de doses et de sûreté, elles n'en possèdent pas en matière de santé. Il faudra donc se retourner vers l'INSERM ou vers des institutions de ce niveau, capables de faire de l'épidémiologie, des études de cas par cas sur la santé. Ceci ne se fera bien sûr qu'en étroite relation avec le ministère de la Santé du territoire.

Nous avons mené une très grosse action en Polynésie et c'est important que vous le sachiez. Notre action a été reprise sous forme notamment de communiqués. Nous sommes dans une période où il se passe vraiment quelque chose en matière de relations. Nous avons un engagement très fort pour avril et probablement pour la fin du premier semestre pour être conclusifs sur l'effet et les retombées en matière d'évaluation des doses ; dans l'autre partie, cela rejoindra le comité de liaison de suivi sanitaire sur l'aspect 'conséquences sur la santé' et, comme cela m'est demandé dans le cadre de la mission du Comité de suivi sanitaire, recommandations au gouvernement de ce qu'il faudrait faire si l'on évalue qu'il y a eu des conséquences sur la santé. Voilà ce que je voulais vous dire très rapidement.

M. Jean-François Bureau : Merci.

Question : Pourriez-vous nous préciser en quoi consiste le re-calcul de toutes les retombées?

Marcel Jurien de La Gravière : A l'époque où les retombées ont été mesurées, les moyens de calcul, au sens informatique du terme, et la puissance de calcul étaient ceux des années 1966 à 1974. Ces calculs ont été faits essentiellement à partir des prélèvements effectués dans l'environnement ou sur la chaîne alimentaire à ce moment-là. Je vous rappelle qu'à l'époque, les retombées avaient été envisagées mais c'est essentiellement les effets météorologiques qui étaient difficiles à prévoir juste avant le tir et qui ont eu pour effet certaines conséquences. Il y a donc eu des résultats qui ont été publiés, donnant une valeur nette de dose, un chiffre. C'est tout.

Aujourd'hui, avec les moyens de calcul disponibles et la connaissance que l'on a du fonctionnement des engins qui ont été utilisés au cours des essais, nous sommes capables à partir du terme 'source', de savoir exactement ce qui s'est passé.

Connaissant la météo, on est donc capable d'estimer par des moyens de calcul, quelle est la quantité de dépôt de radioactivité. On refait donc cela de façon à avoir une fourchette dans laquelle se situent ces retombées. On va dire : « *C'est entre, telle et telle valeur* », exprimée dans la même unité que celle qui a été donnée à l'AIEA. On nous a toujours accusés de sous-estimer les retombées. Il s'agit donc de sortir de ce débat en refaisant un calcul avec les meilleurs moyens modernes. On revisite toutes les mesures de l'époque. C'est ce que j'appelle revisiter, de façon à asseoir très fortement l'évaluation de ces doses et à pouvoir entreprendre l'évaluation des conséquences sanitaires. Si nous ne faisons pas cela, on ne pourra pas faire une évaluation sanitaire correcte. Vous savez que les doses, suivant qu'elles sont fortes, moyennes, faibles, etc., entraînent des approches santé très différentes.

Question : J'aimerais simplement savoir s'il serait possible de venir voir comment vous recalculiez cela. J'imagine que c'est très technique mais en même temps cela doit être assez intéressant.

Marcel Jurien de La Gravière : Oui effectivement. Dans le cadre de la mission qui m'a été confiée, il y a le mot transparence. Comme il y a un besoin d'explications techniques, il sera donc tout à fait possible de rencontrer les experts qui travaillent sur le sujet, de voir quels sont les moyens de calcul engagés, à partir de quelles données, en sachant bien sûr, que l'on ne vous parlera pas du terme 'source', car je ne peux pas vous répondre là-dessus. Vous n'aurez pas le terme 'source', mais vous pourrez savoir comment on fait.

Question : Juste une précision. Monsieur le délégué, vous savez bien que les populations polynésiennes attendent que l'on établisse un rapport entre les essais, les radiations et leur état de santé. Si tel était le cas, est-ce que vous prendriez éventuellement exemple sur ce qu'ont fait soit les Américains, soit les Britanniques, en matière de dédommagement ou en tous cas d'enquête épidémiologique et de ses conséquences ?

Marcel Jurien de La Gravière : Je vais répondre puisque vous parlez des populations.

La démarche qui est entreprise est vraiment pour les populations. D'ailleurs, au mois d'avril, j'irai dans les archipels des Tuamotu-Gambiers qui, si l'on se réfère aux cinq retombées significatives, ont été ceux qui ont subi les plus fortes retombées. J'irai donc les voir en priorité pour leur dire qu'aujourd'hui, la radioactivité dans l'ensemble de la Polynésie est plus faible qu'en France : la radioactivité naturelle est de 1 mSv alors qu'elle est de 2,4 en moyenne chez vous.

On est revenu à un niveau complètement dans la radioactivité naturelle. Cela, il faut vraiment qu'ils l'entendent et qu'ils en soient convaincus. On leur apportera d'ailleurs des compléments

intégré d'analyse que l'on fait par des carottages, des prélèvements de sols et de végétaux pour vraiment étayer cette information.

Pour les suivis sanitaires, il est clair qu'il nous faut connaître les doses ; il faut que l'on poursuive cette étude qui, très probablement, ne pourra pas être de l'épidémiologie. Il n'y a pas assez de monde et les doses ne sont pas assez élevées, mais on a la connaissance de ces populations au moment des essais ; on avait fait un diagnostic sanitaire de toutes les personnes en particulier dans les îles de Mangareva et de Tureia. On va rechercher tous les dossiers. Avec le concours du ministère de la Santé du territoire, il sera possible d'avoir connaissance de l'état sanitaire d'aujourd'hui, et puis nos experts diront s'il y a un signal ou pas. En fonction de leurs observations et de la perception que nous aurons de ce qui aura été re-calculé, nous ferons des recommandations.

Aujourd'hui, je dis clairement : « *attention aux applications de la loi type loi américaine* ». La loi américaine s'applique aux travailleurs qui ont été reconnus comme étant irradiés. Nous, nous parlons là des populations. Les travailleurs sont gérés dans les postures que nous avons avec le suivi post-professionnel, les pensions militaires, etc. Pour les personnes qui font recours il y a des analyses de dossiers, il y a des pensions qui sont accordées en reconnaissance de maladies professionnelles. Puis il y a toutes les procédures judiciaires qui sont régulièrement rapportées dans la presse, puisque aujourd'hui, c'est un sujet récurrent.

Question : Est-ce que vous avez quelques dossiers sur le tourisme ? À Tahiti, il y a beaucoup de touristes.

Marcel Jurien de La Gravière Aujourd'hui vraiment, pour le tourisme en Polynésie, il n'y a aucun risque. Je vous l'ai dit, nous sommes à un niveau de radioactivité naturelle comme avant les essais nucléaires. Il se trouve qu'il est même inférieur à ce que l'on a en métropole et, bien sûr, inférieur à ce que l'on connaît dans d'autres pays.

Aujourd'hui il n'y a vraiment aucune conséquence liée aux essais nucléaires vis-à-vis de la vie en Polynésie aujourd'hui. Il n'y a aucune conséquence. Vous pouvez aller à Mangareva faire du tourisme, vous pouvez aller à Tureia faire du tourisme : il n'y a aucun problème. Alors là, je m'engage totalement et sans aucune réserve là-dessus. Vous pouvez aller faire toutes les mesures que vous voulez, vous ne trouverez rien et aucune réserve à ceci. Mais ceci dit, dans la mission du mois d'avril, il y a une mission Mururoa ouverte. Très clairement on y emmènera des populations, des élus, et bien sûr des médias locaux.

Est-ce que vous avez un commentaire à faire sur les conditions d'enquête de la CRIIRAD et sur ses conclusions ?

Marcel Jurien de La Gravière : Vous faites bien de le dire. La CRIIRAD a été l'expert de la Commission d'enquête créée par l'Assemblée du territoire. Dans le rapport de la commission d'enquête, qui comportait près de 330 pages de texte, il y a 100 pages de la CRIIRAD.

Dans un certain nombre de documents, la CRIIRAD a repris des informations chiffrées. Aujourd'hui, et je l'ai clairement indiqué au territoire, nous nous sommes appropriés le rapport de la CRIIRAD pour en faire l'expertise et très probablement dans le mois qui vient, j'écrirai au Conseil d'orientation du territoire pour leur dire que dans le rapport de la CRIIRAD, il y a des choses que nous ne comprenons pas. Il faut donc que l'on puisse entrer dans un dialogue d'experts pour se mettre d'accord sur les évaluations que la CRIIRAD a faites.

Je n'ai aucune critique à formuler sur le rapport de la CRIIRAD. Au contraire, je me l'approprie parce qu'il va contribuer à pouvoir se mettre d'accord sur les quantités de radioactivité artificielle qui se sont déposées dans telle et telle zone de la Polynésie, sachant que la CRIIRAD a essentiellement travaillé à Mangareva. Mais il convient de préciser que la CRIIRAD écrit bien qu'il n'y a pas de risques radiologiques aujourd'hui en Polynésie, et spécialement à Mangareva. C'est écrit dans son rapport.

